



## CHAPITRE 72

Loi modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

Préambule.

**A**TTENDU que la cité de Jacques-Cartier a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 11 George VI, chapitre 102, telle que modifiée par les lois 12 George VI, chapitre 74; 14 George VI, chapitre 102; 15-16 George VI, chapitre 81; 4-5 Elizabeth II, chapitre 77, et 6-7 Elizabeth II, chapitre 60, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 233,  
s. 385a,  
aj. pour  
la cité.

**1.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Jacques-Cartier, en y insérant à la suite de l'article 385, le suivant:

Effet de certains avis de motion.

**"385a.** Tout avis de motion pour amender un règlement de construction ou de zonage de la cité, et créant ou modifiant une zone de construction, a les effets suivants, à condition qu'il contienne une description détaillée de la zone ainsi que de sa catégorie:

1° interdire l'émission par les officiers de la cité de tout nouveau permis pour une bâtisse dont la construction est défendue dans la zone projetée;

2° si le règlement d'amendement auquel réfère l'avis de motion, n'a pas été mis en vigueur dans un délai de trois (3)

## CHAPTER 72

An Act to amend the charter of the city of Jacques-Cartier

[Assented to, the 5th of March, 1959]

Preamble.

**W**HEREAS the city of Jacques-Cartier has, by its petition, represented that it is in the interest of the good administration of its affairs that its charter, the act 11 George VI, chapter 102, as amended by the acts 12 George VI, chapter 74; 14 George VI, chapter 102; 15-16 George VI, chapter 81; 4-5 Elizabeth II, chapter 77, and 6-7 Elizabeth II, chapter 60, be again amended;

Where it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

R.S.,  
c. 233,  
s. 385a,  
added  
for city.

**1.** The Cities and Towns Act is amended, for the city of Jacques-Cartier, by inserting therein after section 385, the following:

Effect of certain notices of motion.

**"385a.** Every notice of motion to amend a building or zoning by-law of the city and establishing or changing a building zone, shall have the following effects, provided that it contain a detailed description of the zone as well as its category:

1. to prohibit the issue by the officers of the city of any new permit for a building the construction of which is prohibited in the proposed zone;

2. if the amending by-law referred to in the notice of motion has not been put into force within a delay of three (3)

mois de la date de l'avis de motion, les dispositions du présent article n'auront pas force et effet."

S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la cité.  
Postes  
d'essence.

**2.** L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Jacques-Cartier, en y insérant à la suite du premier alinéa, le suivant:

"Pour réglementer les postes d'essence dans la cité."

S.R.,  
c. 233,  
a. 427,  
am. pour  
la cité.

Démolition de  
taudis.

**3.** Le paragraphe 10° de l'article 427 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"10° Pour pourvoir à la fermeture et à la démolition des bâtiments, dans les limites de la municipalité, qui ne sont plus propres à être habités, et pour recouvrer des propriétaires de tels bâtiments le montant déboursé de ce chef, ces frais, après que le montant en a été établi par jugement, sont assimilés à toutes fins aux taxes foncières et bénéficient des mêmes privilèges."

S.R.,  
c. 233,  
a. 432a,  
aj. pour  
la cité.

Taxes non  
exigibles  
en cer-  
tains cas.

**4.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y insérant à la suite de l'article 432, le suivant:

"**432a.** Quand un terrain est ainsi, en totalité ou dans une proportion que le conseil juge substantielle, affecté par la confirmation d'un plan, le conseil peut, par résolution, décréter que les taxes imposées sur tout ou sur partie de ce terrain cessent d'être exigibles.

Si la cité décide, par la suite, d'abandonner finalement le projet qui affecte des terrains ainsi exemptés de taxes, elle en réclame les taxes et cotisations à compter de l'année courante."

Exemption  
discon-  
tinuée.

S.R.,  
c. 233,  
a. 489,  
remp.  
pour la  
cité.

Amélioration,  
etc.

**5.** L'article 489 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**489.** Afin d'aider tout propriétaire qui voudra réparer ou reconstruire sa maison, le conseil pourra maintenir, pendant une période n'excédant pas cinq (5) ans, l'évaluation municipale à la valeur portée au rôle d'évaluation, lors du commencement des travaux de réparation ou de reconstruction. Cependant, le bénéfice ci-dessus ne sera pas accordé au

months from the date of the notice of motion, the provisions of this section shall have no force or effect."

**2.** Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Jacques-Cartier, by inserting therein after the first paragraph, the following:

"To regulate gasoline stations in the city."

R.S.,  
c. 233,  
s. 426,  
am. for  
city.

Gasoline  
stations.

**3.** Paragraph 10 of section 427 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"10. To provide for the closing and demolition of buildings within the municipality which are no longer fit for human habitation or occupation, and to recover the cost thereof from the owners of such buildings; such costs, once their amount has been established by judgment, shall be assimilated for all purposes to real estate taxes and shall benefit by the same privileges."

R.S.,  
c. 233,  
s. 427,  
am. for  
city.

Demolition of  
tauders.

**4.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by inserting therein after section 432, the following:

"**432a.** When any land is so affected by the confirmation of a plan, wholly or to an extent which the council deems substantial, the council, by resolution, may order that the taxes imposed on all or part of such land shall cease to be exigible.

Should the city afterwards decide to abandon finally the project affecting lands so exempted from taxes, it shall claim the taxes and assessments thereon from the current year."

R.S.,  
c. 233,  
s. 432a,  
added  
for city.

Taxes not  
exigible  
in certain  
cases.

Exemption  
interrupted.

**5.** Section 489 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"**489.** In order to aid any proprietor wishing to repair, improve or rebuilt his house, the council may maintain, during a period not exceeding five (5) years, the municipal valuation at the value entered in the valuation roll at the time of the commencing of the repair or rebuilding work. Nevertheless, the above benefit shall not be accorded to the proprietor

R.S.,  
c. 233,  
s. 489,  
replaced  
for city.

Improvements,  
etc.

propriétaire qui portera par ces travaux le nombre des logements contenus dans la maison à plus de deux, outre celui qu'il habite lui-même avec sa famille."

S.R.,  
c. 233,  
s. 498a,  
am. pour  
la cité.

**6.** L'article 498a de la Loi des cités et villes, tel qu'édicte, pour la cité de Jacques-Cartier, par l'article 10 de la loi 15-16 George VI, chapitre 81, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Avec le dernier rôle supplémentaire adopté dans l'année les estimateurs font une revision du rôle général."

Id.,  
s. 522,  
remp.  
pour la  
cité.

**7.** L'article 522 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité de Jacques-Cartier, par l'article 8 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 77, est de nouveau remplacé par le suivant:

Évaluation des terres utilisées à des fins agricoles.

"**522.** Aucune terre utilisée à des fins agricoles ne peut être évaluée à plus de cent (\$100.00) dollars l'arpent. Cette évaluation comprend la maison qui sert à l'habitation du cultivateur, ainsi que les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de la terre. Sujet à la réserve ci-après, telle terre est taxée à un montant n'excédant pas deux (2%) pour cent de l'évaluation municipale et comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales.

Restriction.

Ne bénéficient pas des dispositions ci-dessus:

1. Quant au terrain seulement, les parties de terres aboutissant aux rues et aux chemins jusqu'à la profondeur ordinaire des lots à bâtir dans la municipalité;

2. Les maisons dont la valeur excède dix mille (\$10,000.00) dollars, quant à l'excédant de cette somme;

3. Toute maison qui ne sert pas d'habitation au cultivateur ou aux membres de sa famille et employés travaillant avec lui sur la terre;

4. Tous autres bâtiments qui ne servent ni ne sont destinés à l'exploitation agricole.

Addition au rôle.

Le conseil peut faire ajouter au rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et devenue de ce fait sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation et en exiger la taxe

who by such work increases the number of lodgings contained in the house to more than two, in addition to that which he and his family occupy."

**6.** Section 498a of the Cities and Towns Act, as enacted for the city of Jacques-Cartier, by section 10 of the act 15-16 George VI, chapter 81, is amended by adding thereto the following paragraph:

"With the last supplementary roll adopted in the year, the assessors shall make a revision of the general roll."

R.S.,  
c. 233,  
s. 498a  
am. for  
city.

**7.** Section 522 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the city of Jacques-Cartier, by section 8 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 77, is again replaced by the following:

Id.,  
c. 522,  
replaced  
for city.

"**522.** No land used for farming purposes shall be valued at more than one hundred (\$100.00) dollars per arpent. Such valuation shall include the house used as a farmer's dwelling, as well as the barns, stables and other buildings used in connection with such land. Subject to the restriction hereinafter mentioned, such land shall be taxed at not more than two (2%) per cent of the municipal valuation, including all taxes both general and special.

Valuation of lands used for farming.

The following shall not benefit by the foregoing provisions:

Restriction.

1. As to the land only, the portions of land bordering on streets and roads, to the ordinary depth of the building lots in the municipality;

2. Houses the value of which is more than ten thousand (\$10,000.00) dollars, as to the amount in excess of such sum;

3. Any house not used as a dwelling for the farmer or the members of his family and employees working with him on the land;

4. Any other building not used or intended to be used for farming purposes.

The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office, on the valuation by them made, any portion of such land which has been detached therefrom as a building lot and has thus become liable to taxation after the closing of the

Addition to roll.

comme sur tous les autres terrains entrés au rôle.”

S.R.,  
c. 233,  
a. 522a,  
aj. pour  
la cité.

**8.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y insérant à la suite de l'article 522, le suivant:

Terres considérées non en culture.

“**522a.** N'est pas tenu pour une terre en culture et ne bénéficie pas des avantages de l'article 522, la terre qui:

- a) n'a pas quinze (15) arpents au moins de superficie;
- b) est formée de lots de subdivision;
- c) n'est pas habitée avec sa famille par le propriétaire ou locataire qui la cultive;
- d) ne constitue pas la principale occupation et le principal moyen de subsistance dudit propriétaire ou locataire.”

S.R.,  
c. 233,  
a. 523,  
am. pour  
la cité.

**9.** Le paragraphe 1° de l'article 523 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité de Jacques-Cartier, par l'article 15 de la loi 14 George VI, chapitre 102, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Valeur des immeubles non inscrits au rôle.

“Lorsque la valeur locative des immeubles ou bâtiments ci-dessus mentionnés n'est pas encore inscrite au rôle d'évaluation en vigueur, le montant déterminé par les estimateurs de la cité en tient lieu pour les fins de la taxe ci-dessus jusqu'à l'homologation du rôle général ou du rôle supplémentaire suivant.”

S.R.,  
c. 233,  
a. 609a,  
aj. pour  
la cité.

**10.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 609, le suivant:

Avis requis au cas de rues cadastrées mises à la charge de la cité.

“**609a.** Quand le conseil a, par règlement, mis à la charge de la cité, en tout ou en partie, des rues ou ruelles qui sont cadastrées comme telles et l'étaient antérieurement à 1949, il en fait donner un avis qui est publié deux fois à quinze (15) jours d'intervalle dans un journal français et dans un journal anglais circulant dans la municipalité; faute par les intéressés d'agir en justice contre la cité dans le mois qui suit la dernière insertion de l'avis, ces rues et ruelles tombent définitivement dans le domaine public municipal; et cette acquisition par la cité est constatée par le simple dépôt au bureau d'enregistrement qu'il appartient d'une déclaration authentique et portant minute, signée

valuation roll, and may exact the said tax as upon all other lots entered on the roll.”

**8.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by inserting therein, after section 522, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 522a,  
added  
for city.

“**522a.** No land shall be considered as land under cultivation or benefit by the advantages of section 522 which:

- a. has not an area of at least fifteen (15) arpents;
- b. is composed of subdivision lots;
- c. is not inhabited, with his family, by the owner or lessee who cultivates it;
- d. is not the principal occupation and means of subsistence of the said owner or lessee.”

Lands not considered under cultivation.

**9.** Paragraph 1 of section 523 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the city of Jacques-Cartier, by section 15 of the act 14 George VI, chapter 102, is amended by adding thereto the following paragraph:

R.S.,  
c. 233,  
s. 523,  
am. for  
city.

“When the rental value of the above mentioned immovables or buildings is not yet entered on the valuation roll in force, the amount determined by the assessors of the city shall replace it for the purposes of the foregoing tax until the homologation of the next general or supplementary roll.”

Value of immovables not entered on roll.

**10.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 609, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 609a,  
added  
for city.

“**609a.** When the council, by by-law, has placed at the charge of the city the whole or part of streets or lanes which are entered on the cadastre as such and were so prior to 1949, it shall cause notice thereof to be published twice at an interval of fifteen (15) days in a French newspaper and in an English newspaper circulated in the municipality; failure by the interested parties to take legal proceedings against the city within the month following the last insertion of the notice such streets and lanes shall fall definitively into the public municipal domain; and such acquisition by the city shall be evidenced by the mere deposit in the proper registry office of an authentic

Notice required in case of streets entered on cadastre and placed at the charge of city.

par le maire et le secrétaire-trésorier, laquelle fait mention de tous ces faits et du règlement intervenu."

declaration en minute, signed by the mayor and the secretary-treasurer, establishing all of such facts and mentioning the by-law which was passed."

Création  
d'un  
fonds  
industriel  
autorisée.

**11. a)** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, La corporation de la cité de Jacques-Cartier avec les approbations légales requises est autorisée à créer un fonds industriel au montant n'excédant pas cent mille (\$100,000.00) dollars, pourvu que le règlement décrétant la création de ce fonds ait reçu l'approbation du ministre des affaires municipales, du lieutenant-gouverneur en conseil et de la Commission municipale de Québec.

*b)* Le conseil de la cité est autorisé, sujet aux seules approbations préalables de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à faire un ou des emprunts dont le total n'excédera pas les cent mille (\$100,000.00) dollars ci-dessus mentionnés, pour acquérir à l'amiable ou par expropriation des terrains ou immeubles qui serviront à l'établissement d'industries à l'avantage de toute la population.

*c)* La cité est autorisée à vendre lesdits immeubles et terrains pour du comptant, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au prix payé par la cité et soit payé comptant.

*d)* Tout l'argent provenant de ces ventes devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la cité à ce sujet et au paiement du capital et des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, et à combler les dépenses d'entretien et d'amélioration des terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent, s'il en est, devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

*e)* Cet emprunt pour les fins du fonds industriel n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la corporation de la cité de Jacques-Cartier.

Emprunt  
autorisé.

**12.** Sans autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales, de la Commission municipale de Qué-

Creation  
of indus-  
trial fund  
author-  
ized.

**11. a.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, The corporation of the city of Jacques-Cartier with the legal approvals required is authorized to constitute an industrial fund in an amount not exceeding one hundred thousand (\$100,000.00) dollars provided that the by-law enacting the constitution of such fund has been approved by the Minister of Municipal Affairs, the Lieutenant-Governor in Council and the Quebec Municipal Commission.

*b.* The city council is authorized, subject only to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, to make one or more loans the total of which shall not exceed the above mentioned one hundred thousand (\$100,000.00) dollars, to acquire by agreement or expropriation lands or immoveables to be used for the establishment of industries beneficial to the whole population.

*c.* The city is authorized to sell the said immoveables and lands for cash, provided that the sale price be not less than the price paid by the city and be paid in cash.

*d.* All the money derived from such sales must be applied to the extinction of the obligations contracted by the city in this respect, and to the payment of the capital, interest and other legitimate expenses and costs occasioned in this respect, and to defray the expenses of upkeep and improvement of the lands acquired under these provisions. The balance of such money, if any, shall be deposited in a special fund the partial or complete use of which shall be subject to prior approval by the Quebec Municipal Commission.

*e.* Such loan for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the corporation of the city of Jacques-Cartier.

Loan au-  
thorized.

**12.** Without any other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs, of the Municipal Commission of

bec et du lieutenant-gouverneur en conseil, la cité de Jacques-Cartier peut contracter, par règlement, un emprunt pour un montant n'excédant pas deux cent cinquante mille (\$250,000.00) dollars pour l'agrandissement de son hôtel de ville et un montant n'excédant pas deux cent mille (\$200,000.00) dollars pour la construction d'un garage, entrepôt et atelier municipaux.

Quebec and of the Lieutenant-Governor in Council, the city of Jacques-Cartier may, by by-law, borrow an amount not exceeding two hundred and fifty thousand (\$250,000.00) dollars for the enlargement of the city hall and an amount not exceeding two hundred thousand (\$200,000.00) dollars for the construction of a municipal garage, warehouse and shop.

Entrée en  
vigueur.

**13.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**13.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.